Envoyé en préfecture le 23/07/2025

Reçu en préfecture le 23/07/2025

Publié le

**EXTRAIT** 

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE **DÉPARTEMENT HÉRAULT**

# DU REGISTRE DES DÉLIBI ID. 034-213402118-20250626-0252025-DE DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE LE POUJOL-SUR-ORB

#### NOMBRE DE MEMBRES

Afférents au Conseil Municipal : 15

En exercice: 15 Ayant pris part à la délibération : 13

Date de la convocation: 19/06/2025

### **DELIBERATION N° 025-2025**

L'an deux mille vingt-cinq,

Le vingt-six juin à 18 heures 30,

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle du conseil municipal sous la présidence de Monsieur Yves ROBIN, maire.

Présents: Lucienne ANDRIEU, Séverine ARGELLIES, Patricia ARNOLD, Jean-Luc CARMINATI, Guillaume

CIANCIO, Cindy CIECIERSKI, Christine FERRET, Bernadette GUIRAUD, Marie-France MAUREL,

André RIGAL, Yves ROBIN, Laurent RUDELLE et Fabien SCHURRER

Absents: Christophe MAUREL et Malvine MORERA

Pouvoirs: Christophe MAUREL qui donne pouvoir à Marie-France MAUREL

Malvine MORERA qui donne pouvoir à Patricia ARNOLD

Marie-France MAUREL a été nommée secrétaire de séance, conformément à l'art. 2121-15 du CGCT.

## AUTORISATION SIGNATURE DEVIS MAINTENANCE CAMERAS DE VIDEO SURVEILLANCE ABSYS

Monsieur le Maire informe l'assemblée de la nécessité de prendre un contrat de maintenance pour les caméras de vidéosurveillance de la commune.

La société ABSYS a été sollicitée et a fourni un devis d'un montant de 1 560€ HT soit 1 872€ TTC pour un contrat de maintenance annuel.

Le Conseil Municipal, Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire, Après en avoir délibéré, Par 15 voix POUR, 0 voix CONTRE, 0 ABSTENTION à l'unanimité

ACCEPTE la proposition de la société ABSYS pour un contrat de maintenance annuel au prix de 1 560€ HT soit 1 872€ TTC

DIT que les crédits ont été prévus au budget 2025

Le secrétaire de séance Marie-France MAUREL

Ainsi fait et délibéré. Pour extrait conforme, Yves ROBIN, maire

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de 2 mois, à compter de la présente notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.